

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2025

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

<b>N°2025/DEC/98</b>	<b>OBJET : SUPPRESSION D'UN POSTE DE CHARGE(E) DE MISSIONS PREFIGURATION DU CENTRE SOCIAL</b>
<b>Date du conseil municipal</b> 17/12/2025	
<b>Date de la convocation</b> 10/12/2025	
<b>Date de l'affichage</b> 10/12/2025	

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept décembre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal s'est réuni sous la présidence de Madame Nolwenn LE BOUTER, Maire, en suite des convocations adressées le dix décembre deux mille vingt-cinq.

**Étaient présents :**

Nolwenn LE BOUTER, Maire.

Philippe DUCQ, Serge HAMELIN, Edith LION, Dany FAROY, Chantal REGNAULT-GALLOIS, Angélique RAPPAILLES, Fabrice HOULIER Maires-adjoints.

Jules NOUGA NOUGA, Nathalie PIEUSSERGUES, Alban LANSELLE, Sylvie POIRIER, Frédéric BRUNOT, Suzanna MARTINET, Martial DISCH, Michel BILLOUT, Mohammed KHERBACH, Guy-Bertrand TCHIKAYA, Julien BOUDET, Conseillers municipaux.

**Étaient représentés :**

Armand DE MAIGRET pouvoir à Edith LION  
Luis-José TENTE MARQUES pouvoir à Fabrice HOULIER  
Valérie JACKY pouvoir à Chantal REGNAULT-GALLOIS  
Nimca CIGE pouvoir à Angélique RAPPAILLES  
Mahmut GÜNER pouvoir à Alban LANSELLE  
Anne-Laure DE BELLEVILLE pouvoir à Dany FAROY  
Sylvie GALLOCHER pouvoir à Guy-Bertrand TCHIKAYA  
Clotilde LAGOUTTE pouvoir à Michel BILLOUT

**Était excusée :**

Stéphanie DEGAND

**Était absent :**

Thomas LECONTE

Angélique RAPPAILLES a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance à l'unanimité des suffrages, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

077-217703271-20251223-2025-DEC-98-DE  
Date de télétransmission : 23/12/2025  
Date de réception préfecture : 23/12/2025

DELIBERATION

**OBJET : SUPPRESSION D'UN POSTE DE CHARGE(E) DE MISSIONS PREFIGURATION DU CENTRE SOCIAL**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Fonction Publique,

**VU** le décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

**VU** la délibération n°2024/JUIL/88 du 10 juillet 2024, relative à la création d'un emploi non permanent à pourvoir dans le cadre d'un contrat de projet « chargé(e) de mission préfiguration du centre social »,

**VU** le budget communal,

Le conseil municipal,  
Après en avoir délibéré,  
A l'UNANIMITE (par 27 voix POUR)

**ARTICLE UNIQUE** : Décide la suppression du poste non permanent « chargé(e) de missions préfiguration de centre social » à pourvoir dans le cadre d'un contrat de projet.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Le Maire  
**Nolwenn LE BOUTER**



Le secrétaire de séance

**Angélique RAPPAILLES**



Certifié exécutoire compte-tenu de la télétransmission en  
Sous-Préfecture le

Et de la transmission ou notification et de la publication  
le

Le Maire,

**Nolwenn LE BOUTER**



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois, à compter de sa publication, le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Accusé de réception en préfecture  
077-217703271-20251223-2025-DEC-98-DE  
Date de télétransmission : 23/12/2025  
Date de réception préfecture : 23/12/2025